CRC-012
2023-05-02
A. Martin

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

22-601-05-01

Votre gouvernement

Québec

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
RG2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
RG3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
RG4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Nº	Description
	Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
RG5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
RG6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
RG8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui n'est pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
RG9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.
RG11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec
RG12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
RG13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
	catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
RG14	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
RG16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
RG17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG19	Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
RG20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.
RG21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.
RG22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.
RG23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
RG26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.
RG27	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
RG28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
RG29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
RG30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
RG31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
RG40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
RG42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant

Nº	Description
	le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
RG43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
RG44	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
RG45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
RG46	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
RG47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
RG48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) lan d'action de développement durable.
RG49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.
RG50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : • Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG51	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
RG52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
RG53	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
RG54	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.
RG55	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.
RG56	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.
RG57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
RG58	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats, le cas échéant.
RG59	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de COVID-19.
RG60	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
RG61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
RG62	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
RG63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nº	Description
RG64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
RG65	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
RG66	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande.
RG67	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
RG68	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total par le ministère ou l'organisme.
RG69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
RG70	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

a) les endroits et dates de départ et de retour;

b) la copie des programmes et rapports de mission;

c) les personnes rencontrées;

d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);

e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;

f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;

g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;

h) la liste des ententes signées ou annoncées et, le cas échéant;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;

i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

Réponse

L'information pour l'année financière 2022-2023 est fournie dans l'annexe qui suit.

Les sous-questions c), f) g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs en réponse à cette question sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 18), à l'adresse suivante: https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-1

ANNEXE
Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023

Mathieu Lacombe
Ministre de la Famille

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	2022-07-09 au 2022-07-14	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 304,72 $	379,62 $	1 540,62 $				Louis-Philippe Vien, conseiller politique	2 954,04 $

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-1

Julie Blackburn
Sous-ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	2022-07-09 au 2022-07-14	Vancouver (Colombie-Britannique)	1 539,71 $	459,05 $	1 445,00 $					
Rencontre des sous-ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	2022-12-12 au 2022-12-13	Toronto (Ontario)	784,48 $	150,85 $	327,88 $				François Lemelin, secrétaire Général	1 238,90 $

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-1

Danielle Dubé
Sous-ministre adjointe - Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à l'encadrement du réseau

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
30e Réunion du Réseau de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE)	2022-10-11 au 2022-10-16	Paris (France)	1 294,00 $	399,12 $	889,61 $	40,00 $				

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère pour chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

a) les raisons du déplacement;
b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
c) les coûts ventilés;
d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse

Aucun voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec pour l'année financière 2022-2023.

La question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 17).**

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

e) le but visé par chaque dépense;

f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse

L'information pour l'année financière 2022-2023 est fournie au tableau ci-dessous.

Pour la période de référence, tous les contrats ont été octroyés en mode « contrat négocié » et les prestataires sont tous sous contrat avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 24).**

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
Cartier & Cossette [1]	Campagne de valorisation du métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance - Honoraires, planification média, production de vidéo et placement média	861 012,52 $
Cossette [1]	Prix Ensemble contre l'intimidation - Honoraires et placement média	18 704,73 $
	Total de la publicité	879 717,25 $

[1] Les prestataires sont sous contrat avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

Source : Direction des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but visé par chaque dépense;
c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
f) le but visé par chaque dépense;
g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
m) le but visé par chaque dépense;
n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Réponse

Les sous-questions c), d), g), h), j), k), n), o) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question :

Conférences de presse
(Toutes les dépenses relèvent de la Direction des communications du ministère de la Famille)

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement au 28 février 2023
Annonce RSGE en communauté (12 avril 2022)	Duoson	Logistique	4 292,38 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
	BudgetCar inc.	Location de voiture	
	Dépenses employés	Rapport de frais	
	Motel Royal – Témiscouata-sur-le-Lac	Hébergement	
Annonce du Plan d'action pour favoriser l'offre de garde atypique (9 mai 2022)	MTESS	Logistique	2 646,16 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Annonce pour la bonification du financement des organismes communautaires Famille (17 mai 2022)	Duoson	Logistique	3 230,04 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
	BudgetCar inc.	Location de voiture	
	Dépenses employés	Rapport de frais	

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-4

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement au 28 février 2023
Annonce Maison de la Famille autochtone (7 juin 2022)	Duoson	Logistique	1 340,72 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
	Dépenses employés	Rapport de frais	
	BudgetCar inc.	Location de voiture	
	Grand Times Hôtel	Hébergement	
Annonce des candidatures retenues dans le cadre de l'appel de projets pour le travail de proximité (19 janvier 2023)	Duoson	Logistique	1 494,97 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
	Dépenses employés	Rapport de frais	
Annonce des projets retenus pour un soutien financier aux haltes-garderies en milieux d'enseignement (3 février 2023)	MTESS	Logistique	1 283,75 $
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
	Dépenses employés	Rapport de frais	

* Achats regroupés

Événements
(Toutes les dépenses relèvent de la Direction des communications du ministère de la Famille)

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement au 28 février 2023
Rencontre avec les partenaires du réseau des SGEE de la Montérégie	Longueuil	19 avril 2022	Holiday Inn Longueuil	Location de salle	2 114,74 $
			Duoson	Logistique	
Rencontre avec les partenaires du réseau des SGEE de la Capitale-Nationale	Québec	10 mai 2022	Hôtel Québec	Location de salle	2 942,59 $
			Expert'Ease	Logistique	
Forum sur le Grand chantier pour les familles	Trois-Rivières	27 mai 2022	Duoson	Logistique	33 187,77 $
			Centre des congrès de Trois-Rivières	Traiteur	
			Centre des congrès de Trois-Rivières	Location de salle	
			Productions KLR	Service d'animation	
			Louise Leblanc	Photographe	
			Groupe Magnitude inc.	Impression	
			PVAC audiovisuel	Télésouffleur	
			Delta Trois-Rivières, Centre des congrès	Hébergement	
			Compagnie de location d'autos Enterprise Canada et BudgetCar inc.	Location de voiture	
			Dépenses des employés	Rapport de frais	

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-4

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement au 28 février 2023
Cérémonie de remise du prix Ensemble contre l'intimidation	Québec	1er décembre 2022	Hilton Québec	Traiteur	54 297,72 $
			MTESS	Production de capsules vidéo	
			Pontbriand	Trophées	
			Cossette	Placement média	
			Groupe ETR Graphica Impression inc., Impression Bourg Royal	Impression	

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Réponse

Il n'y a eu aucune formation de communication en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) :

(https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx)

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse

Contrats de moins de 25 000$ (1er avril 2022 au 28 février 2023)

Mode d'octroi	Contractant	Objet du contrat	Montant (incluant les avenants)
AOI	Consulis environnement de bureaux inc.	Fauteuils et chaises	5 138,36 $
AOI	Consulis environnement de bureaux inc.	Tables ajustables et tables rondes et hautes	24 859,76 $
AOI	Présence informatique	Acquisition de matériel de visio-conférence	16 735,00 $
Gré à gré	Amazon Web Services	Acquisition de licences en Infonuagique	15 600,00 $
Gré à gré	Apple Canada inc.	Acquisition de iPads	17 235,00 $
Gré à gré	Apple Canada inc.	Acquisition de iPads	12 774,82 $
Gré à gré	Groupe API	Acquisition d'écrans d'intimité	8 880,13 $
Gré à gré	Les solutions de rangement Prisma	Acquisition d'étagères	6 245,00 $
Gré à gré	REP solution interactive inc. (Dialog Insight)	Utilisation de licences pour envois massifs de courrier élect., sondages en ligne destinés à un public cible et la gestion des inscriptions à des événements	20 000,00 $
Gré à gré	Mobilier de bureau MBH inc.	Acquisition de chaises pour salle de conférence	5 703,68 $
Gré à gré	Hubspot Canada inc.	Acquisition de licences	21 450,00 $
Gré à gré	9118-9308-Québec inc.	Installation de nouveaux luminaires	15 000,00 $
Gré à gré	SOFT DB	Travaux d'installation de systèmes de masquage sonores	14 861,00 $
Gré à gré	SOFT DB	Travaux d'installation de systèmes de masquage sonores	24 817,00 $
Gré à gré	Gilles Bernier	Assurer la présidence du comité d'audit interne du Ministère	8 000,00 $
Gré à gré	Johanne Goulet	Membre du comité d'audit interne du Ministère	2 400,00 $

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-6

Mode d'octroi	Contractant	Objet du contrat	Montant (incluant les avenants)
Gré à gré	9198-1118 Québec inc.	Évaluation de la campagne de valorisation des métiers de la petite enfance	13 960,00 $
Gré à gré	Coarchitecture inc.	Accompagnement - transformation des milieux de travail	19 650,00 $
Gré à gré	Daniel Paiement Architecte	Service d'architecture	4 500,00 $
Gré à gré	Daniel Paiement Architecte	Service d'architecture	4 500,00 $
Gré à gré	Daniel Paiement Architecte	Service d'architecture	6 788,25 $
Gré à gré	Lynn Lord	Rédaction de questionnaire d'analyse d'emploi	6 250,00 $
Gré à gré	Lynn Lord	Rédaction de questionnaire d'analyse d'emploi	6 250,00 $
Gré à gré	Marie-Claude Savard	Porte-parole dans le cadre de la semaine de Valorisation du personnel éducateur	15 584,37 $
Gré à gré	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement	1 785,71 $
Gré à gré	Robitaille actuaires Conseils inc.	Présidence du comité paritaire du Régime d'assurance collective du personnel des centres de la petite enfance et des garderies subventionnées	20 000,00 $
Gré à gré	Solutions Suissnova Global inc.	Introduction aux préférences comportementales et motivations	6 387,00 $
Gré à gré	Stratégie Organisation et Méthode SOM INC.	Évaluation de la campagne visant à contrer la cyberintimidation	15 500,00 $
Gré à gré	9193-6690 Québec inc. (Référence Média)	Transmission du résumé de la période des questions à l'Assemblée nationale	1 750,00 $
Gré à gré	9306-3238 Québec inc.	Fabrication de six sculptures de bronze pour la remise du prix «Ensemble contre l'intimidation»	6 520,00 $
Gré à gré	Accessibilité Québec	Montage graphique de formulaires	16 000,00 $
Gré à gré	Gestion Licorne inc.	Impression de formulaires	8 000,00 $
Gré à gré	Hilton Québec	Location de salles	6 175,41 $
Gré à gré	Hôtel Holiday Inn Longueuil	Location de salles, son, repas lors de la rencontre des partenaires	4 151,59 $

Les sous-questions b), d), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou elles sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère : https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-7

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
e) une description de son mandat;
f) la date de début de son contrat;
g) la date prévue de fin de son contrat;
h) sa rémunération annuelle.

Réponse

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement dans le site du Ministère : Liste des engagements financiers (gouv.qc.ca).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
   - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Réponse

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 $ est disponible dans le site Internet du Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante :

https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/

Les questions c), h), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité appliquée.

Source : Direction générale de la transformation numérique

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

a) les coûts estimés par année :
b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
d) la liste des fournisseurs;
e) une copie du plan de déploiement.

Réponse

b) Le coût total pour la période visée est de 24 582 $.

c) Aucun coût pour le dépassement de capacité.

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêts en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante:

https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

Source : Direction générale de la transformation numérique

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2022-2023 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   i. au Québec;
   ii. à l'extérieur du Québec.

Réponse

Dépenses au 28 février 2023

	CABINET (1) ET MINISTÈRE
Photocopie	64 294 $
Mobilier de bureau et ameublement	48 975 $
Décoration et embellissement	600 $
Distributeur d'eau de source²	1 617 $
Frais de transport, d'hébergement et de repas	417 047 $
Alcool et fêtes (2)	2 415 $
Perfectionnement et congrès : Au Québec	111 660 $
À l'extérieur du Québec	0 $

(1) Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
(2) Le Ministère compte 11 distributeurs à eau connectés à des robinets.
(3) Départs à la retraite et 25 ans de services. À noter que le Ministère ne rembourse pas les frais d'alcool et ne contribue pas à l'organisation de fêtes. Par ailleurs, des frais sont engagés pour les activités de reconnaissance et ces montants incluent les dépenses suivantes : aménagement de la salle et décorations, frais de séjour et de déplacement, traiteur, papeterie et messagerie, musicien et photographe, fleurs et cadeaux pour les employés prenant leur retraite et ceux ayant cumulé 25 ans de service.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le coût des contrats téléphoniques;
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
f) le coût d'acquisition des appareils;
g) le coût d'utilisation des appareils;
h) les noms des fournisseurs;
i) les ordinateurs portables;
j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse

Les sous-questions e), i) et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

	Ministère (incluant le cabinet) au 28 février 2023
Frais d'itinérance	418,92 $
Frais de dépassement de données	12,06 $
Frais de résiliation	126,00 $

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). (https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-13

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;

b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
   - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

m) le nombre d'employés permanents et temporaires;

n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Réponse

Les réponses aux sous-questions a), b), c), d), e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p), seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public, conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi :

Aucun poste n'a été aboli en 2022-2023.

q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

En 2016-2017, le Conseil du trésor a approuvé de nouvelles modalités relatives au suivi du niveau d'effectifs accordé aux ministères et organismes dont le personnel est nommé selon la Loi sur la fonction publique. Ainsi, la notion de postes a été abolie et fait maintenant place à la notion d'heures rémunérées.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-14

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse

a) Le nombre de départs à la retraite en 2022-2023 et en 2023-2024, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :

Le remplacement des 8 départs à la retraite en 2022-2023 a été effectué selon la capacité financière du Ministère.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

Nombre de retraités engagés pour un contrat : 9

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) le coût total de ladite location;
d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
e) la durée du bail;
f) propriétaire de l'espace loué;
g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
h) la superficie totale réellement occupée;
i) la superficie inoccupée;
j) le coût de location au mètre carré;
k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse

L'information pour l'année financière 2022-2023 est fournie dans le tableau qui suit. Les questions c), d), e), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-15

Emplacement	Superficie (m^2)	Coût de location 2022-2023	Aménagement, rénovations 2021-2022	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué [1]
1760-A et 1800, boul. Le Corbusier, Laval	838,12	168 818,76 $	138 506,05$	2001/12/01 au 2019/11/30 Reconduit	9118-9308 Québec Inc.
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	880,51	169 688,88 $	30 684,24$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
730, boul. Charest Est, Québec	754,97	206 174,52 $	0,00 $	2019/02/01 au 2029/01/31	Édifice 750 Charest Inc.
600, rue Fullum, Montréal	6 990,43	1 182 828,36 $	68 709,11$	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
425, rue Jacques-Parizeau, Québec	3 208,09	1 321 853,40 $	25 681,65$	2014/04/01 au 2038/03/31	Édifice 500, Grande-Allée Est, Inc.
3885, boul. Harvey, Jonquière	37,50	7 575,48 $	164,99[2] $	2016/05/01 au 2021/04/30 Reconduit	Barrasso, Vincenzo
337, rue Moreault, Rimouski	38,04	7 441,56 $	0,00 $	Durée indéterminée	Société québécoise des infrastructures
200, chemin Ste-Foy, Québec	617,88	161 479,56 $	1 168,07$	2015/05/01 au 2030/04/30	Whiterock 200 Ste-Foy Inc.

[1] Les ententes de location des espaces ont toutes été signées avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), même celles dont le propriétaire n'est pas la SQI.

[2] Coût d'aménagement pour l'arrivée de quatre employés du MFA dans les bureaux de Service Québec à Jonquière.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-16

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
b) la valeur estimée de ceux-ci;
c) les coûts d'entretien annuel;
d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-17

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

a) les dates des travaux;
b) les coûts;
c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Réponse

La sous-question a) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits, surtout en raison du fait qu'il s'agit principalement de plusieurs petits travaux de déménagement de biens meubles.

Le total des coûts d'aménagement, de rénovation et autres travaux pour le Ministère en 2022-2023 est de 265 497,11 $. Les firmes ayant effectué les travaux sont les suivantes : Monette Express, Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc., Déménagement Tremblay Express ltée, Siemens Canada limitée, Société québécoise des infrastructures (SQI), Soft DB, Édifice 500 Grande-Allée inc., Construction Des Rivages, GSF Canada inc. et 9118-9308 Québec inc.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-18

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) la masse salariale totale par cabinet;
e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
f) la prime de départ versée, le cas échéant;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
l) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse

Les sous-questions a), e), f), g), h) i), j), k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

CABINET DE M. MATHIEU LACOMBE, MINISTRE DE LA FAMILLE
Du 1er avril au 19 octobre 2022

Nom	Poste	Port d'attache
Archambault, Marcos	C	Montréal
Bourque, Roxanne	A	Québec
De La Durantaye, Antoine	A	Québec
Gilbert, Thomas	A	Gatineau
Lavoie, Guylaine	A	Québec
Lemay, Geneviève	A	Québec
León, Atïm	D	Montréal
Morin, Stéphanie	A	Québec
Moyneur-Larocque, Michel	A	Saint-André-Avellin
Provost, Marc-André	A	Gatineau
Robertson, William	C	Gatineau
Saindon, Laurie	C	Québec
Vien, Louis-Philippe	C	Montréal

A : Attaché politique
C : Conseiller politique
D : Directeur de cabinet

Du 1er avril au 19 octobre 2022, il y a eu 13 employés au sein du cabinet.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

CABINET DE Mme SUZANNE ROY, MINISTRE DE LA FAMILLE Du 20 octobre 2022 au 28 février 2023		
Nom	**Poste**	**Port d'attache**
Bellavance, André	C	Québec
Boulé, Carl	C	Québec
Charbonneau, Linda	S	Montréal
Gervais, Nancy	A	Québec
Gosselin, Marc-André	DA	Montréal
Lamont, Carol Lyne	A	Montréal
Leboeuf, Marie-Hélène	A	Montréal
Leclerc, Sarah	A	Montréal
Moreau, Jean-Frédéric	C	Québec
Perreault, Alex	D	Québec
Soutyguina Pelletier, Catherine	A	Montréal
A : Attaché politique C : Conseiller politique D : Directeur de cabinet DA : Directeur adjoint du cabinet S : Employé de soutien		

Du 20 octobre 2022 au 28 février 2023, il y a eu 11 employés au sein du cabinet.

D) MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET

M. Mathieu Lacombe, ministre de la Famille Du 1er avril au 19 octobre 2022	724 990 $
Mme Suzanne Roy, ministre de la Famille Du 20 octobre 2022 au 31 mars 2023	451 041 $

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-19

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
g) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse

Au 28 février 2023, le ministère de la Famille ne compte aucun employé hors structure.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-21

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
b) par catégorie d'âge;
c) prévisions pour 2023-2024.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

---

Source : Sous-ministériat du financement, des infrastructures et de l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse

Au 28 février 2023, aucun prêt de service n'est en cours.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;
d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse

Données au 28 février 2023

TITRE DE L'ABONNEMENT	COÛT
Bases de données	
Dossiers judiciaires de nature civile, criminelle et pénale des palais de justice et des cours municipales du Québec (SOQUIJ)	2 396,60 $
Diffusion des communiqués de presse (Communication CNW)	5 009,10 $
Revue de presse écrite et électronique (I.C.I. Influence communications inc.)	33 037,75 $
Résumé de la période des questions à l'Assemblée nationale	1 750,00 $
Périodiques	
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	138,00 $
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires	432,00 $

La sous-question d) n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse

Le cabinet ministériel et le Ministère n’ont déboursé aucune somme pour l’achat de billets de saison, de réservation de loges et de frais exigés afin de devenir membre d’un club privé, ou autre, au cours de l’année financière 2022-2023.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-26

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant ceux des événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) le nom du site Web;
b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
e) les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
h) la fréquence moyenne de mise à jour;
i) le responsable du contenu sur le site.

Réponse

Les questions f), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

a) Site institutionnel du Ministère : mfa.gouv.qc.ca

b) La conception du site a été assumée par des ressources du Ministère, en collaboration avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

c) Il n'y a pas eu de coût de construction du site en 2022-2023.

d) En 2022-2023, les coûts d'entretien et d'évolution du site ont été de 19 938 $ et les coûts d'hébergement de 600 $.

e) En 2022-2023, il n'y a eu aucune dépense de modernisation et de refonte.

g) En 2022-2023, le coût total pour la réservation de noms de domaine est de 2 860 $.

---

a) Site: www.laplace0-5.com

b) La conception du site a été assumée par InMedia Technologies.

c) Il n'y a pas eu de coût de construction du site en 2022-2023.

d) En 2022-2023, les coûts d'entretien et d'évolution du site ont été de 84 588 $.

e) En 2022-2023, il n'y a eu aucune dépense de modernisation et de refonte.

g) En 2022-2023, le coût total pour la réservation de noms de domaine est de 284 $.

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-27

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

a) les régions et les villes visitées;
b) les personnes rencontrées;
c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
d) les raisons du déplacement;
e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
f) les coûts ventilés;
g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Réponse

Rencontre avec les partenaires du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance. Les détails se trouvent dans le tableau de la page suivante.

Les questions b), c) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-27

Raison du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où l'évènement a eu lieu	Animation	Salle	Logistique	Autres frais	Frais de repas	Total des frais
Rencontre du ministre Lacombe et les représentants du réseau des SGEE	2022-04-19	Longueuil		1 230,60 $	884,14 $			2 114,74 $
	2022-05-10	Québec		1 202,32 $	1 740,27 $			2 942,59 $
Forum sur le Grand chantier pour les familles (rencontre avec les principaux acteurs du réseau)	2022-05-27	Trois-Rivières	4 359 $	2 675,00 $	7 146,58 $	4 976,28 $	14 030,91 $	33 187,77 $

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-28

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :
a) le détail des mandats;
b) le coût (déplacements, etc.);
c) le nombre de ressources affectées;
d) le nombre de rencontres;
e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
f) l'objet;
g) les dates.

Réponse

La question ne s'applique pas, puisque la ministre de la Famille n'a pas d'adjoint ou d'adjointe parlementaire.

Aucuns frais de déplacement en 2022-2023 pour l'adjointe parlementaire de M. Lacombe.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-29

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-30

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-31

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

Réponse

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse

Sommes reçues en provenance du gouvernement fédéral :

Accord de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – Volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord de 2017).

Dans le cadre de cet Accord, le Québec s'attend à recevoir près de 1,2 milliard de dollars de 2017-2018 à 2027-2028. La contribution attribuée au Québec variera en fonction des projections démographiques. Le renouvellement de l'Accord, signé en septembre 2022, couvre la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2025.

De plus, ce renouvellement prévoit une allocation non récurrente de 90,7 millions de dollars pour l'année 2021-2022. Ce financement supplémentaire s'explique par la reconnaissance, par les deux gouvernements, de l'importance des qualifications et de la formation de la main-d'œuvre d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de haute qualité.

Financement	Contribution reçue
2021-2022	85 994 648 $
Main-d'œuvre 2021-2022	90 667 794 $
2022-2023	113 314 475 $
Total reçu en 2022-2023	**289 976 917 $**

Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (Accord de 2021).

Dans le cadre de cet Accord, le Québec s'attend à recevoir près de 6 milliards de dollars de 2021-2022 à 2025-2026. La contribution allouée au Québec variera en fonction des projections démographiques.

Année financière	Contribution
2022-2023	1 000 353 062 $

Le financement de cet Accord s'ajoute aux contributions versées par le biais du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) et de l'Accord de 2017.

Étant donné que le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues du gouvernement fédéral sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont ensuite attribuées par le ministère des Finances à même les crédits budgétaires du ministère de la Famille, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

Sommes reçues en provenance d'un autre gouvernement :

Aucune somme n'a été reçue d'un autre gouvernement en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-34

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse

Aucune prime au rendement ni boni n'a été octroyé en 2022-2023, puisqu'ils ont été abolis en 2019-2020.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-35

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse

Pour l'année financière 2022-2023, aucune prime de départ n'a été versée pour les employés du Ministère.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-38

Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

a) la dépense totale (opération et capital);
b) les grands dossiers en cours;
c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Réponse

a. 23 348 800 $
b. Les informations sont disponibles au tableau de bord (https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/)

c. Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions d) et e), la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et les organismes.

Source : Direction générale de la transformation numérique

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Réponse

a) et b) Paiement de cotisations à des associations (ordres ou corporations) professionnelles par le Ministère.

Association (ordre ou corporation) professionnelle	2022-2023
Barreau du Québec	2
Ordre des architectes du Québec	10
Ordre des comptables agréés du Québec	3
Dépense prévue [1]	**16 495 $**

[1] À l'exception de la cotisation au Barreau facturée par le ministère de la Justice (MJQ), les autres cotisations ont été remboursées aux employés.

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) la date;
b) la nature;
c) les questions posées;
d) les réponses ;
e) la firme retenue;
f) les coûts.

Réponse

Les questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Firmes	Sujets	Coûts 2022-2023
Ministère	Sondage pour connaitre l'opinion du personnel au sujet du télétravail.	0 $
Ministère	Sondage d'évaluation de la rencontre du personnel.	0 $
Ministère	Sondage de satisfaction de la clientèle interne (ex : séance d'accueil virtuelle des nouveaux gestionnaires, groupe d'échanges sur les enjeux RH, coaching d'intégration 100 jours).	0 $
Ministère	Sondage de satisfaction du service à la clientèle dans le cadre du traitement d'une plainte.	0 $
Ministère Firme BIP	Sondage sur la satisfaction des clientèles et partenaires du Ministère.	2 875$
Ministère	Sondage sur la satisfaction des associations et regroupements.	0 $
Ministère	Consultation sur les services de garde éducatifs à l'enfance.	0 $
Ministère	Sondage sur le potentiel de réalisation de places subventionnées.	0 $
Ministère	Plomb dans l'eau – Sondage de suivi sur les correctifs apportés	0 $
Ministère	Sondage d'intention aux garderies non subventionnées concernant la conversion	0 $
Marketing Léger inc.	Sondage trimestriel portant sur la collecte de données sur les postes vacants des titulaires de permis de services de garde éducatif à l'enfance.	6 480,00 $
Marketing Léger inc.	Réalisation d'appels téléphoniques auprès des titulaires de permis concernant les postes vacants dans les services de garde éducatifs à l'enfance	9 666,90 $
Marketing Léger inc.	Recensement annuel pour la réalisation du portrait de l'offre et de la demande de main-d'œuvre dans le secteur des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE)	0 $
Ministère	Participation à l'Enquête internationale Starting Strong Teaching and Learning qui est menée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui permet d'obtenir des données pour la recherche et l'élaboration de politique en ce qui concerne les services de garde éducatifs à l'enfance.	19 062,59 $
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	Évaluation post-campagne - Campagne visant à contrer la cyberintimidation	15 500,00 $

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-43

Firmes	Sujets	Coûts 2022-2023
9198-1118 Québec inc. (Service de recherches économiques, statistiques et marketing)	Évaluation post-campagne publicitaire – Campagne de valorisation des métiers de la petite enfance	13 960,00 $
Ministère	Questionnaire d'appréciation concernant l'arrivée des nouveaux employés au Ministère	0 $
Ministère	Questionnaire de départ pour avoir une rétroaction des employés qui quittent le Ministère	0 $
Amélio	Sondage trimestriel visant à mesurer le niveau de mobilisation des employés du ministère : • 1er sondage du 7 au 18 novembre 2022; • 2e sondage du 8 au 17 février 2023.	21 888,00 $
HEC Montréal	Sondage visant à mesurer le niveau de mobilisation des employés du ministère (mai 2022)	0 $
Ministère	Sondage pour connaitre l'appréciation des employés (accompagnateurs et participants) par rapport à l'initiative AMI.	0 $
Ministère	Sondage pour mesurer la satisfaction des employés du guichet unique par rapport à leur accueil et leur intégration au ministère.	0 $
Ministère	Sondage aux gestionnaires pour mesurer leur niveau d'appréciation du rendez-vous des cadres de juin 2022	0 $
Ministère	Sondage aux gestionnaires pour mesurer leur niveau d'appréciation du rendez-vous des cadres de septembre 2022	0 $
Charpentier DO (Parcours de formation Pacific)	Sondage pour mesurer l'appréciation des participants du parcours de formation Pacific	0 $
Ministère	Sondage pour mesurer le niveau de satisfaction des nouveaux employés à la suite de l'accueil ministériel présenté aux trimestres	0 $
Ministère	Sondage pour mesurer le niveau de satisfaction des nouveaux gestionnaires à la suite de l'accueil personnalisé	0 $
INSPQ	Sondage auprès des SGEE participants à la Vigie nationale sur l'absentéisme pour un syndrome compatible à la COVID-19	0 $
Ministère	Sondage auprès des parents-utilisateurs de milieux de garde à horaires atypiques.	0 $
Ministère	Sondage auprès des parents dont les enfants ont participé à des activités de transitions dans 5 milieux de garde.	0 $
Ministère Firme CGI	Groupes de discussion auprès des parents sur l'inscription d'un enfant au Guichet unique.	13 242 $

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-44

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse

a) 17 592,71$, équivalent à 4 % des dépenses de placement.

b) 312 878,20 $, équivalent à 61,1 % des dépenses de placement.

Source : Direction générale des communications

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-45

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse

Aucun montant n'a été dépensé en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-46

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024

Réponse

La mise en œuvre du Plan d'action 2022-2023 n'entraîne pas de dépense.

Les travaux pour la reddition de comptes du Plan d'action 2022-2023 sont en cours.

Le Plan d'action est disponible dans le site Internet du Ministère.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-48

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable

Réponse

La mise en œuvre du Plan d'action de développement durable 2022-2023 n'entraîne pas de dépense.

Les travaux pour la reddition de comptes du Plan d'action 2022-2023 sont en cours.

Le Plan d'action est disponible dans le site de Québec.ca :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/publications

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-49

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

Réponse

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-50

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

- Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-51

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine

---

Réponse

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-52

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse

Au 28 février 2023, la dépense en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail s'élève à 3 085 $.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-53

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

a) les sommes dépensées;
b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse

a) Aucune somme n'a été dépensée au 28 février 2023.

Depuis le 1er avril 2022, le Ministère détient une entente de service avec le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de Programme d'aide aux employés (PAE). C'est un service offert par le SCT à l'ensemble des ministères et organismes et aucun coût n'y est rattaché pour le MFA.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Aucune somme n'a été dépensée au 28 février 2023.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement dans le site Internet du ministère : Liste des engagements financiers (gouv.qc.ca)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-54

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : http//www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement dans le site Internet du Ministère : https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-55

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

a) Copie du contrat;
b) Date de fin prévue du contrat;
c) Valeur prévue du contrat;
d) Sommes dépensées à ce jour.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: http//www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-56

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

a) nombre de stagiaires reçus;
b) heures de stages effectuées;
c) rémunération totale déboursée.

Réponse

a) En 2022-2023, le Ministère a accueilli sept stagiaires.

b) La question ne semble pas pertinente pour l'étude des crédits.

c) En 2022-2023, la rémunération des stagiaires s'est élevée à 26 626,63$.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-57

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: http//www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-58

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats, le cas échéant.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: http//www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-59

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de la COVID-19.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-60

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-61

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse

Voici les revenus découlant de l'application du chapitre VII.1 Pénalités administratives de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1.1) (la Loi).

Année	Nombre d'avis d'imposition	Pénalités administratives
2022-2023*	330	150 000 $
*Prévision pour l'année		

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-62

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: http//www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement dans le site Internet du Ministère :

https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/pages/engagements.aspx

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-63

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Réponse

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023 des ministères et organismes.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-64

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse

Pour les actifs immobiliers, la réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Au 28 février 2023, le coût des actifs mobiliers comptabilisés au registre des immobilisations du ministère de la Famille est de 143 687 $ et leur valeur comptable nette, après amortissement, est de 31 751$.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-65

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, pour tous les ministères et organismes.

Source : Direction générale de la transformation numérique

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-66

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) les motifs de la demande.

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-67

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel de gestion 2022-2023.

Source : Direction du Bureau de la sous-ministre

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-68

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Réponse

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit de rémunération sans exercer de fonction.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse

Aucune dépense d'honoraires pour les comités en 2022-2023 sauf pour le Comité d'audit interne, dont les honoraires prévus sont de 10 400 $.

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel en immigration pour la mise en œuvre de la Stratégie d'action Ensemble, nous sommes le Québec	Sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ce comité, constitué de gestionnaires (directrices et directeurs) et de professionnelles et professionnels, permet d'échanger et de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie et de favoriser les liens de collaboration entre les ministères et les organismes.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de l'Économie et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine), ministère des Finances, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française, Secrétariat aux emplois supérieurs, Secrétariat du Conseil du trésor
Comités du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	Quatre comités sous la direction du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour élaborer, assurer la mise en œuvre des mesures et des actions prévues au plan et évaluer le plan : • Comité des sous-ministres adjoints (ou équivalent) en matière de lutte contre la pauvreté	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Ressources naturelles et Forêts, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Finances du Québec, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
	• Comité des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté • Réseau des répondants en matière de lutte contre la pauvreté : composé de professionnels • Comité interministériel d'évaluation du Plan Renouvellement du Plan prévu pour avril 2024.	l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère du Tourisme, Office des personnes handicapées du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec
Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des CPSC certifiés par la Fondation Dr Julien	Orienter, faciliter la mise en œuvre et assurer le suivi du protocole de partenariat au soutien du développement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté, et plus spécifiquement veiller à la coordination de tous les efforts afin d'assurer le respect des cibles qui y sont fixées.	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, Fondation Dr Julien
Comités interministériels sur le plan de mise en œuvre (PMO) des recommandations de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.	Groupe d'action interministériel de bienveillance envers les enfants - Comité directeur (SM) Définir et assurer la mise en œuvre du PMO 2021-2026 afin de définir un Québec digne de ses enfants.	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation, ministère de la Sécurité publique, ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit)
Comité Agir tôt et de manière concertée	Deux comités sont responsables d'assurer la mise en œuvre concertée du projet « Agir tôt et de manière concertée », soit : - le comité d'orientation, formé des sous-ministres concernés; - le comité directeur, composé des sous-ministres adjoints et de directeurs.	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation SQI

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Veiller à ce que les actions et les stratégies des ministères et organismes pour contrer l'homophobie et la transphobie soient mises en œuvre de manière intégrée et cohérente; viser la concertation entre les ministères engagés dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie en assurant une circulation fluide de l'information (activités de diffusion et de partage des connaissances) et en produisant périodiquement des états de situation de la mise en œuvre des mesures du plan; veiller à l'arrimage des actions du plan d'action avec celles des autres plans d'action gouvernementaux ou ministériels. Le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, qui relève du Secrétariat à la condition féminine, est responsable de ce Comité	Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, ministère de la Justice, Directeur de l'état civil, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat aux aînés
Comité directeur intersectoriel sur l'Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants	Diriger et coordonner les deux volets de l'*Initiative concertée d'intervention pour le développement des jeunes enfants*, soit le volet enquête (EQDEM et EQPPEM) et le volet soutien à la mobilisation et l'intervention.	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, Institut de la statistique du Québec, CIUSSS de la Capitale-Nationale – direction régionale de santé publique, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal – direction régionale de santé publique; Fondation Lucie et André Chagnon, Institut national de santé publique.
Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Collaborer à l'élaboration d'un plan d'action interministériel, sous la responsabilité du ministère	Ministère de la Sécurité publique, Secrétariat à la Condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
	de la Sécurité publique, visant la mise en œuvre des recommandations. Comité directeur	Inuit, Société d'habitation du Québec, ministère du Tourisme, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Relations internationales, Secrétariat québécois aux relations canadiennes.
Comités en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, incluant les Premières Nations et les Inuit.	Deux comités pour favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans les plans d'action en matière de violences conjugale, familiale et sexuelle et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans et à l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale et sexuelle : - Comité de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints - Comité professionnel	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Société d'habitation du Québec
Comités interministériels en matière de violence conjugale et de violence sexuelle (Stratégie Rebâtir la confiance).	Trois comités pour favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans les plans d'action et stratégies gouvernementales en matière de violence conjugale et sexuelle et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans et stratégies et à l'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale et sexuelle : - Comité de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints - Comité directeur - Comité professionnel	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Société d'habitation du Québec

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel sur la démarche de la transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Élaborer, de façon concertée, une stratégie visant à soutenir le développement et la mise en place des pratiques de TEVA; Soutenir les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et de l'emploi dans la mise en place des pratiques de TEVA Assurer un suivi de la mise en place des pratiques au sein des établissements scolaires.	Ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, Fédération des comités de parents du Québec, ministère de la Famille, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Association montréalaise des directions d'établissement scolaire, ministère des Transports Résultat atteint : Diffusion du Guide pour soutenir la démarche de transition de l'écolier vers la vie active
Comité interministériel de l'action communautaire	Coordonné par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), ce comité participe principalement aux travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique gouvernementale sur l'action communautaire. - Comité stratégique (SMA) - Comité directeur - Comité de coordination (professionnels)	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – Secrétariat à la région métropolitaine, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Environnement , de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office de la protection du consommateur, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Société de l'assurance automobile du Québec.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel de suivi de la politique *À part entière*	Effectuer le suivi et l'évaluation de la politique *À part entière*.	Office des personnes handicapées du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Transports, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, Association du Québec pour l'intégration sociale, Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées, Réseau communautaire en santé mentale, Réseau international sur le Processus de production du handicap
Comité directeur interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux programmes, mesures et services destinés aux personnes handicapées et à leur famille	Mandat : • Déterminer les orientations et assurer le suivi et l'encadrement des travaux; • Assurer la consultation des directions ou personnes appropriées au sein de leur organisation et faciliter la collaboration et la transmission d'informations par celle-ci; • Commenter les documents transmis afin de contribuer à améliorer le diagnostic, les pistes de simplification à examiner, l'analyse de ces dernières, etc.; • Approuver les livrables, notamment le rapport de mise en examen	Secrétariat du Conseil du trésor, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Comité interministériel de la mesure n° 7 du Plan d'action 2017-2022 sur le trouble du spectre de l'autisme	Élaborer des lignes directrices interministérielles sur la transition vers la maternelle pour les enfants recevant des services de réadaptation.	Ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comités interministériels jeunesse	Deux comités sous la direction du Secrétariat à la jeunesse 1. Comités des sous-ministres adjoints • Coordonner les activités relatives à la jeunesse sur le plan gouvernemental. 2. Comité des directeurs et des professionnels Identifier les actions et travaux en cours et à venir qui concernent les jeunes dans les MO afin d'assurer une cohérence entre eux.	Secrétariat à la jeunesse, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité, ministère du Travail, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère des Finances, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Comité de suivi de l'action gouvernementale pour le soutien des personnes proches aidantes	Deux comités ont pour fonction d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Politique et du Plan d'action en découlant : - Comité des sous-ministres adjoints, - Comité des directeurs et des professionnels	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère du Travail, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Services Québec, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Justice, Curateur public du Québec, Société d'habitation du Québec
Comité interministériel sur la conciliation travail-famille-études et sur la précarisation financière des personnes proches aidantes (PPA)	Rencontres de partage d'information, identification de leviers et d'actions potentielles pouvant avoir un impact sur la santé, le bien-être et l'équilibre de vie sur les PPA. Ce comité vise à dégager une vision commune des actions à réaliser	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère du Travail, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Services Québec, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec,

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	pour aider les PPA et à recommander des actions en prévision du 2e plan d'action gouvernementale pour les PPA. Comité directeur et professionnel	Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la jeunesse, Curateur public du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail
Comité de travail interministériel sur l'intimidation	Participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la reddition de comptes des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Ministère de la Famille, Secrétariat à la communication gouvernementale, **Secrétariat** aux relations avec les Premières Nations et les Inuit , Secrétariat à la jeunesse, Office des personnes handicapées du Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Comité des sous-ministres sur l'intimidation	Assurer une participation de leur organisation dans l'élaboration de mesures respectant les principes directeurs et les orientations du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et veiller à la mise en œuvre de celles-ci.	Ministère de la Famille, Secrétariat à la communication gouvernementale, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat à la jeunesse, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation, ministère de la Justice, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Sécurité publique
Comité interministériel sur les droits de la personne	Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la	Présidé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le comité est composé de l'émissaire aux droits et libertés de la personne et de sous-ministres adjoints des MO suivants : ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	scène internationale. Il a pour objectif de renforcer le positionnement du Gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action.	Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat à la condition féminine, Société d'habitation du Québec, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Comité interministériel en économie sociale	Assurer le suivi et l'harmonisation des interventions gouvernementales en économie sociale, qu'il s'agisse de mesures intégrées au plan d'action ou d'autres programmes administrés par les ministères et organismes publics qui ont un impact sur les entreprises d'économie sociale. Il permet également aux membres de partager leurs expertises sectorielles et d'actualiser leurs connaissances en économie sociale.	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère des Transports, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de la Culture et des Communications, ministère des Finances, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère du Tourisme, Secrétariat du Conseil du trésor, Investissement Québec, RECYC-QUÉBEC, Secrétariat à la région métropolitaine, Secrétariat à la Capitale-Nationale, Secrétariat à la jeunesse, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise, Institut de la statistique du Québec, Société d'habitation du Québec
Comité interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ce comité a pour mandat, notamment, d'assurer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice
Comité consultatif pour le paiement de l'Allocation familiale	Suivi commun par tous les organismes de l'évolution du Paiement d'Allocation famille lors de la rencontre annuelle du comité.	Ministère de la Famille, Retraite Québec, Revenu Québec

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel pour la mixité en emploi (CIME), issu de la fusion Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins et du comité interministériel pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies	Comité interministériel pour la mixité en emploi (CIME), issu de la fusion Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins et du comité interministériel pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies	ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques et des Forêts, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Commission de la construction du Québec, ministère de la Culture et des Communications,
Comités interministériels sur le plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	Quatre comités sont concernés par la PGPS, sous la responsabilité du MSSS et de l'INSPQ : 1. Comité directeur : Instance compétente au regard des orientations et des décisions relatives à l'élaboration du plan d'action interministériel (PAI), présidée par le directeur national de santé publique et composée de sous-ministres associés et de vice-présidents des MO concernés, directeur de la santé publique. 2. Comité stratégique : Instance compétente au regard de l'analyse stratégique du contexte et des propositions de contenus émanant des tandems intersectoriels et des sous-groupes de travail sur des fonctions transversales associées à la gouvernance de la PGPS. Composée de la Directrice générale adjointe de la santé publique	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques et des Forêts, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère des Finances, ministère des Transports et de la Mobilité durable, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Institut national d'excellence en santé et en services sociaux, Institut national de santé publique du Québec, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, CISSS de Chaudière-Appalaches

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comités interministériels sur le plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS) (suite)	(MSSS) et des directeurs des MO associés à la PGPS. 3. Tandems intersectoriels : Créés pour chaque mesure et chantier de la PGPS, afin de réaliser les travaux utiles à la PAI. Composés de professionnels des M/O. 4. Comité de suivi et d'évaluation : Créé pour répondre aux exigences du SCT en matière de suivi et d'évaluation du plan d'action 2017-2021 (CSEP, etc.). Composé de professionnels en évaluation de programmes et en suivi, provenant de 11 ministères et organismes responsables d'actions.	
Comité interministériel de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027	Travailler à l'élaboration des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Secrétariat à la condition féminine, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, Secrétariat à la jeunesse, Bureau de lutte contre l'homophobie, Commission de la construction du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, Conseil du statut de la femme, Institut national de santé publique du Québec, Curateur public du Québec, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, 0 $

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité directeur interministériel Vivre et vieillir ensemble	Participer à l'élaboration du Plan d'action 2018-2023 Un Québec pour tous les âges et veiller au suivi de la mise en œuvre des mesures. Ce comité est porté par le ministère de la Santé et des Services sociaux,	ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les inuit, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Éducation, ministère de la Famille, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère de la Sécurité publique, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Emploi Québec, Services Québec, ministère des Transports, Office des personnes handicapées du Québec, Office de la protection du consommateur, Régie du bâtiment du Québec, Retraite Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Secrétariat à la jeunesse, Société d'habitation du Québec.
Comité interministériel sur les marqueurs de genre	Inventorier les pratiques actuelles en matière d'information relative au sexe et au genre dans les formulaires, les programmes, les échanges avec les citoyens, etc. Élaborer des propositions d'orientations gouvernementales sur les marqueurs de genre. Ce comité est porté par le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie, qui relève du Secrétariat à la condition féminine.	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Justice, Société de l'assurance automobile du Québec, ministère de l'Enseignement supérieur, Élections Québec, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Revenu Québec, Institut de la statistique du Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Directeur de l'état civil, ministère de l'Éducation, Secrétariat à la condition féminine, Régie de l'assurance maladie du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, Retraite Québec, Curateur public, ministère de la Sécurité publique, Office québécois de la langue française, Secrétariat du Conseil du trésor.
Comité interministériel sur l'avenir de la langue française	• Niveau SMA : o Assurer la mise en place des conditions nécessaires à l'atteinte des objectifs gouvernementaux	Ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère des Relations internationales et de la Francophonie, ministère de la Culture et des Communications, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Éducation, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère du Tourisme, ministère des Affaires municipales et de

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	• Niveau directeur – coordination : o Élaborer et mettre en œuvre des mesures porteuses pour défendre, promouvoir et valoriser la langue française au Québec.	l'Habitation, ministère du Conseil exécutif, ministère de la Famille, Office québécois de la langue française
Comité interministériel sur la question des camps de jour	À venir – Travaux exploratoires débutés à l'hiver 2023	Ministère de l'Éducation, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat à la jeunesse
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Échanges sur divers sujets touchant les ressources matérielles dans les MO	Regroupe les gestionnaires responsables des services de ressources matérielles dans les MO
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines	Promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Regroupe les gestionnaires responsables des services en ressources humaines dans les MO
Forum des gestionnaires en ressources financières	Échanges sur divers sujets touchant les ressources financières dans les MO	Regroupe les gestionnaires responsables des ressources financières dans les MO
Table des professionnels en ressources financières	Échanges sur divers sujets touchant les ressources financières dans les MO	Regroupe les professionnels responsables des ressources financières dans les MO
Comité de gouvernance en ressources informationnelles	Élaborer des orientations à proposer aux autorités gouvernementales, assurer une mise en œuvre concertée des orientations déterminées par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, identifier des opportunités d'optimisation, de	Dirigeants de l'information des MO

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité.	
Comité utilisateur des services technologies de l'information et des communications	Transmettre l'information relative à l'offre de services en technologies de l'information et des communications. Écouter les préoccupations des partenaires, afin d'améliorer de la performance du service	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique, Autorité des Marchés publics, Conseil de gestion de l'assurance parentale, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de la Famille, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie du bâtiment du Québec, ministère des Transports et Secrétariat à la condition féminine.
Table d'architecture gouvernementale	• Élargir la communauté de pratique pour une vision multidisciplinaire • Favoriser les échanges d'informations et faciliter la collaboration • Développer et profiter de l'intelligence collective • Promouvoir les bons coups et les bonnes pratiques de la communauté • Tâter le pouls des OP pour voir venir les choses • Soutenir et influencer les instances gouvernementales dans leur prise de décisions	Représentants d'organismes publics désignés par leurs gestionnaires respectifs
Table de pilotage du service d'authentification gouvernementale clicSÉQUR	Faire évoluer le service d'authentification gouvernementale clicSÉQUR selon les besoins et attentes des ministères et des organismes publics.	Ministère de la Famille, ministère de l'Économie et de l'Innovation, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat du Conseil du trésor, Régie du bâtiment du

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
		Québec, Autorité des marchés financiers, Autorité des marchés publics, Conseil des arts et des lettres du Québec, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, Société de l'assurance automobile du Québec, Services Québec, Registraire des entreprises, Revenu Québec, Office de la protection du consommateur
Comité interministériel en développement durable	Il soutient, accompagne le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Il participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	Tous les ministères et organismes peuvent désigner un membre au CIDD. Celui-ci doit être le gestionnaire de plus haut niveau du MO
Grand chantier pour les familles – Politiques d'admission et Guichet unique	Il s'agit d'un comité de travail et de discussion sur l'encadrement des politiques d'admission des SGEE et sur le développement d'un nouveau Guichet unique d'accès aux SGEE.	Ministère de la Famille, Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, Association québécoise des CPE, Association des garderies privées du Québec, Regroupement des garderies privées du Québec, Association des garderies non subventionnées en installation, l'Union des garderies non subventionnées du Québec.
Grand chantier pour les familles – Clientèles vulnérables	Il s'agit d'un comité de travail et de discussion sur les mesures d'aide mises à la disposition des SGEE pour l'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier et	Ministère de la Famille, Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, Association québécoise des CPE, Association des garderies privées du Québec, Regroupement des garderies privées du Québec, Association des garderies non subventionnées en installation, l'Union des garderies non subventionnées du Québec.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	pour faciliter la détection de difficultés chez certains enfants et leur référencement vers le réseau de la santé et des services sociaux.	
Comité main-d'œuvre du Grand chantier	Il s'agit d'un comité de travail et de discussion regroupant des représentants de diverses associations nationales, représentatives et des partenaires gouvernementaux afin d'échanger sur les besoins actuels et anticipés liés à la main-d'œuvre dans les services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que sur les difficultés rencontrées. Les discussions du comité sont prises en considération par le Ministère afin d'orienter les travaux et la recherche de solutions en matière de main-d'œuvre.	Ministère de la Famille, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), le Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, l'Association québécoise des CPE, l'Association des cadres des CPE, le Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ, l'Association des garderies privées du Québec, le Regroupement des garderies privées du Québec, l'Association des garderies non subventionnées en installation, l'Union des garderies non subventionnées du Québec, l'Association des enseignantes et enseignants en Techniques d'éducation à l'enfance.
Sous-comité du Grand Chantier sur le milieu familial	Conseiller le MFA sur la bonification et la mise en œuvre des actions du Grand chantier pour les familles qui visent à consolider la garde éducative en milieu familial.	Ministère de la Famille, associations nationales de SGEE (AQCPE, CQSEPE, AGNSI, RGPQ, AGPQ, CGPNSG(-jusqu'à sept.2022) et UGNSQ (depuis oct.2022)
Sous-comité du Grand chantier sur la conversion des garderies non subventionnées	Il s'agit d'un comité de travail regroupant les différents représentants de diverses associations nationales pour échanger sur la conversion des garderies non subventionnées.	Ministère de la Famille, l'Association des garderies privées du Québec, le Regroupement des garderies privées du Québec, l'Association des garderies non subventionnées en installation, l'Union des garderies non subventionnées du Québec, l'Association québécoise des centres de la petite enfance, Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance
Comité immigration en petite enfance	Il s'agit d'un sous-comité du comité main-d'œuvre du grand chantier qui vise à discuter des solutions	Ministère de la Famille, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de l'Emploi et de

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	possibles pour faciliter le recrutement international dans le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance.	la Solidarité sociale, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), le Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, l'Association québécoise des CPE, l'Association des cadres des CPE, le Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ, l'Association des garderies privées du Québec, le Regroupement des garderies privées du Québec, l'Association des garderies non subventionnées en installation, l'Union des garderies non subventionnées du Québec.
Comité sur la formation continue et le perfectionnement des responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité a pour but de favoriser la formation continue et le perfectionnement des compétences des responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial afin de les aider à respecter les exigences de perfectionnement prévues à l'article 59 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), le Conseil québécois des services de garde éducatifs à l'enfance, l'Association québécoise des centres de la petite enfance
Comité national sur les enjeux de la garde en milieu familial – FIPEQ-CSQ	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échange pour discuter des grands enjeux de la garde en milieu familial ayant une portée nationale et de proposer des pistes de solution.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), représentants du comité consultatif des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial
Comité national sur les enjeux de la garde en milieu familial – FSSS-CSN	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échange pour discuter des grands enjeux de la garde en	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), représentants du comité consultatif des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
	milieu familial ayant une portée nationale et de proposer des pistes de solution.	
Comité national d'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et de ses règlements – FIPEQ-CSQ	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échanges pour discuter des difficultés d'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui découlent, et ce, dans le but d'obtenir des interprétations de la part du Ministère.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ)
Comité national d'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et de ses règlements – FSSS-CSN	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échanges pour discuter des difficultés d'application de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que des règlements, directives et instructions qui découlent, et ce, dans le but d'obtenir des interprétations de la part du Ministère.	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN)
Comité chargé de l'analyse de l'emploi analogue – FIPEQ-CSQ	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échange pour établir l'emploi analogue et émettre des recommandations sur les échanges et l'impact sur la subvention des responsables d'un service de garde en milieu familial.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), Secrétariat du Conseil du trésor

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité chargé de l'analyse de l'emploi analogue – FSSS-CSN	Issu d'une lettre d'entente des ententes collectives, le comité se veut un lieu d'échange pour établir l'emploi analogue et émettre des recommandations sur les échanges et l'impact sur la subvention des responsables d'un service de garde en milieu familial.	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), Secrétariat du Conseil du trésor
Comité national relatif à l'organisation du travail, la charge de travail et la conciliation travail / famille / études – FSSS-CSN	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Documenter les conditions d'exercice et d'analyser la charge de travail du personnel œuvrant dans les CPE à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties; • Analyser l'impact des divers modes d'organisation du travail, incluant la pratique des pauses non remplacées et l'utilisation d'outils technologiques, sur la main-d'œuvre, la présence au travail, la continuité des services et la conciliation travail / famille / études à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties. • Analyser tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du comité.	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN (FSSS-CSN), Secrétariat du Conseil du trésor, 2 directrices générales de CPE

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité national relatif à l'organisation du travail, la charge de travail et la conciliation travail / famille / études – FIPEQ-CSQ	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Documenter les conditions d'exercice et d'analyser la charge de travail du personnel œuvrant dans les CPE à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties; • Analyser l'impact des divers modes d'organisation du travail, incluant la pratique des pauses non remplacées et l'utilisation d'outils technologiques, sur la main-d'œuvre, la présence au travail, la continuité des services et la conciliation travail / famille / études à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties. • Analyser tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du comité.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ (FIPEQ-CSQ), Secrétariat du Conseil du trésor, 2 directrices générales de CPE
Comité national relatif à l'organisation du travail, la charge de travail et la conciliation travail / famille / études – FTQ	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Documenter les conditions d'exercice et d'analyser la charge de travail du personnel œuvrant dans les CPE à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties; • Analyser l'impact des divers modes d'organisation du travail, incluant la pratique des pauses non remplacées et l'utilisation d'outils technologiques, sur la main-d'œuvre,	Ministère de la Famille, le Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ, Secrétariat du Conseil du trésor, 2 directrices générales de CPE

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Comité	Mandat	Composition
Comité national relatif à l'organisation du travail, la charge de travail et la conciliation travail / famille / études – FTQ (suite)	la présence au travail, la continuité des services et la conciliation travail / famille / études à l'aide d'indicateurs pertinents convenus entre les parties. • Analyser tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du comité.	
Comité national paritaire intersyndical relatif à l'évaluation de la catégorie d'emploi de responsable en alimentation-cuisinière	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Répertorier l'ensemble des informations pertinentes pour la réalisation de ses mandats, notamment en ce qui concerne l'impact des recommandations du Guide alimentaire canadien et l'évolution des enfants souffrant d'allergies alimentaires ou devant respecter certaines contraintes, restrictions alimentaires ou diètes particulières; • Procéder à l'analyse des tâches, fonctions et responsabilités de la catégorie d'emploi de responsable à l'alimentation-cuisinière; • Évaluer la catégorie d'emploi de responsable à l'alimentation-cuisinière en utilisant le système d'évaluation des emplois en vigueur et en déterminant les cotes d'évaluation à attribuer à chacun des sous-facteurs d'évaluation; • Soumettre, en cas de différend, des recommandations aux parties négociantes.	Ministère de la Famille, le Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ, Secrétariat du Conseil du trésor, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité paritaire national relatif aux disparités régionales	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Documenter et analyser, selon des indicateurs, les problématiques d'attraction et de rétention du personnel travaillant dans les territoires visés; • Collaborer à la recherche de moyens, avec ou sans coûts, pour atténuer les problématiques de disponibilités de main-d'œuvre dans les territoires visés; • Faire des recommandations aux parties négociantes notamment quant aux mesures structurantes visant à attirer et retenir la main-d'œuvre suffisante au sein des territoires visés. Les recommandations conjointes pourront être mises en œuvre avant l'échéance de la convention collective; • Produire un bilan final au plus tard six (6) mois précédant l'échéance de la convention collective.	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN, Secrétariat du Conseil du trésor

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité consultatif paritaire national portant sur les enfants en services de garde éducatifs à l'enfance présentant des besoins de soutien particulier - CSQ	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Formuler au ministère de la Famille des recommandations sur : •la définition de la notion d'enfants présentant des besoins de soutien particulier dans le contexte des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE); •les bonnes pratiques en matière d'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier dans les SGEE; •les outils pour soutenir le personnel éducateur et les gestionnaires des SGEE en matière d'intégration d'enfants présentant des besoins de soutien particulier; •l'analyse des besoins relatifs à l'ajout d'heures de soutien au personnel de garde; •tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du Comité.	Ministère de la Famille, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec – CSQ, deux représentants de regroupement patronaux

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité consultatif paritaire national portant sur les enfants en services de garde éducatifs à l'enfance présentant des besoins de soutien particulier - CSN	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Formuler au ministère de la Famille des recommandations sur : •la définition de la notion d'enfants présentant des besoins de soutien particulier dans le contexte des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE); •les bonnes pratiques en matière d'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier dans les SGEE; •les outils pour soutenir le personnel éducateur et les gestionnaires des SGEE en matière d'intégration d'enfants présentant des besoins de soutien particulier; •l'analyse des besoins relatifs à l'ajout d'heures de soutien au personnel de garde; •tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du Comité.	Ministère de la Famille, la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN, deux représentants de regroupement patronaux

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité consultatif paritaire national portant sur les enfants en services de garde éducatifs à l'enfance présentant des besoins de soutien particulier - FTQ	Issu de la dernière négociation des clauses nationales, le comité doit : • Formuler au ministère de la Famille des recommandations sur : •la définition de la notion d'enfants présentant des besoins de soutien particulier dans le contexte des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE); •les bonnes pratiques en matière d'intégration des enfants présentant des besoins de soutien particulier dans les SGEE; •les outils pour soutenir le personnel éducateur et les gestionnaires des SGEE en matière d'intégration d'enfants présentant des besoins de soutien particulier; •l'analyse des besoins relatifs à l'ajout d'heures de soutien au personnel de garde; •tout autre mandat connexe convenu conjointement entre les membres du Comité.	Ministère de la Famille, le Syndicat québécois des employées et employés de service – FTQ, deux représentants de regroupement patronaux

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité de travail interministériel sur les situations complexes – Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) et le réseau de l'éducation	• Soutenir la mise en place et/ou l'amélioration des trois mécanismes de collaboration régionaux entre les réseaux; • Fournir les moyens aux réseaux de résoudre efficacement les situations complexes; • Veiller à l'amélioration continue des interventions, notamment par l'accès à la recherche.	Ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, ministère de l'Éducation, ministère de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille
Comité stratégique interministériel de la transformation du Curateur public	Le rôle du Comité vise essentiellement à assurer la collaboration, à soutenir la gestion du changement et à assurer la cohérence en matière de communications gouvernementales. La fréquence des rencontres est trimestrielle ou selon les besoins.	Secrétariat du Conseil du trésor, Curateur public, ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec

Comité d'audit interne	Le Comité d'audit interne a pour rôle d'examiner, de manière indépendante et objective, les rapports d'audit, les recommandations et plans d'action élaborés pour y donner suite, le suivi des travaux et les rapports d'activités.	• 3 membres externes
		  ○ Gilles Bernier (Président)
		  ○ Johanne Goulet
		  ○ Vicky Lizotte
		• 2 ressources du ministère de la Famille, incluant la sous-ministre
		2 ressources du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à qui le ministère de la Famille a imparti la réalisation des activités d'audit.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel en attraction des talents	Comité interministériel qui a pour objectif de permettre aux participants d'échanger des orientations, des informations, de bonnes pratiques, etc. relativement à l'attraction des talents dans la fonction publique.	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines de différents MO.
Comité interministériel sur le développement des cadres	Partage des initiatives des différents M/O en matière de développement des cadres. Mandat d'organisation et d'animation à 2 reprises.	Regroupe les conseillers en développement organisationnel (CGRH) des ministères et organismes.
Groupe de partage interministériel en gestion du changement	Le comité a pour objectif de favoriser le partage d'information et la discussion entre les ministères et organismes autour d'enjeux communs en matière de gestion du changement (par exemple : mode hybride, MTAA, bureaux non assignés, etc.) Le sujet de la transformation des milieux de travail est également abordé lors de ce comité, pour permettre un échange entre ministères et organismes sur leur expérience, et voir l'avancement des différents projets.	Regroupe les conseillers en gestion du changement (CGRH) et des responsables de projets dans les MO.
Table interministérielle sur la transformation des milieux de travail (gestion du changement)	Échanges sur divers sujets touchant la transformation des milieux de travail	Regroupe les conseillers en gestion du changement (CGRH) et des responsables de projets dans les MO.
Approche gouvernementale en matière de coaching SCT	Le mandat est d'élaborer des outils, cadre de référence, projet-vitrine, présentations, mise en place de communauté de pratique.	Rencontres tenues par le SCT auprès des différents MO.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité interministériel en information de gestion	Partage de bonnes pratiques entre MO	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines et des analystes en information de gestion de différents MO.
Réseau de répondants en diversité et inclusion	Le réseau est une communauté de partage sur les thèmes de l'accès à l'égalité en emploi, la diversité et l'inclusion. L'un des objectifs principaux de ce réseau est de fournir, à tous les répondants et répondantes, de la documentation ainsi que des outils de sensibilisation pour faciliter le rôle-conseil auprès des gestionnaires.	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines de différents MO
Réseau des répondants organisationnels en formation	Rencontres d'information tenues par le SCT sur le développement et la mise en œuvre d'outils en matière de formation.	Regroupe un conseiller en gestion des ressources humaines, généralement spécialisé dans le développement des compétences, de chaque MO, de grandes administrations publiques ainsi que les sociétés d'État.
Groupe de codéveloppement en relations du travail	Il s'agit d'un groupe interministériel de conseillers en relation de travail où chacun peut apporter des cas ou des questions en lien avec le domaine des relations de travail afin d'avoir les conseils, l'avis, les pratiques dans les autres ministères et organismes.	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en relations du travail désirant participer sans obligation.
Groupe de codéveloppement en matière de santé et sécurité	Partage entre différents ministères de situations réelles vécues pour en chercher les meilleures pratiques à adopter en matière de santé et sécurité	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation
Groupe de codéveloppement en gestion des dossiers d'invalidité et de réintégration au travail	Partage entre différents ministères de situations réelles vécues pour en chercher les meilleures	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
	pratiques à adopter en matière de gestion de l'invalidité et de réintégration au travail	
Groupe de codéveloppement en gestion des conflits et du harcèlement	Partage entre différents ministères de situations réelles vécues pour en chercher les meilleures pratiques à adopter en matière de gestion des conflits et du harcèlement	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en santé désirant participer sans obligation
Groupe de codéveloppement en développement organisationnel	Entraide entre conseillères d'expérience en développement organisationnel pour partager les expériences et les outils selon les besoins et défis des organisations respectives.	Portée interministérielle avec la participation des conseillers en DO désirant participer sans obligation.
Groupe interministériel – Expérience employé	Comité interministériel qui a pour objectif de permettre aux participants d'échanger les meilleures pratiques relativement à l'expérience employé et gestionnaire dans la fonction publique.	Regroupe les conseillers en développement organisationnel coordonnant la stratégie de l'expérience employé ou toute autre démarche ayant pour but la rétention du personnel (CGRH)
Comité post-implantation à la refonte de la dotation	Partage de bonnes pratiques par le SCT et annonce des changements à venir	Regroupe des conseillers en gestion des ressources humaines responsables des travaux post-implantation de la refonte de la dotation
Groupe interministériel de codéveloppement	Animation de groupe de codéveloppement pour les professionnels en situation de gestion. Ce mandat a pris fin en avril 2022 et n'a pas été reconduit.	Participation d'un conseiller en gestion des ressources humaines (animation du groupe) et d'environ 8 professionnels en situation de gestion de différents ministères ou organismes
Réseau interministériel des responsables d'assiduité	Partage de bonnes pratiques	Regroupe les responsables d'assiduité des ministères et organismes

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Réseau de répondants en planification stratégique des talents	Le réseau en planification stratégique des talents (PST) a pour objectif d'aider les organisations à élaborer des stratégies ou des outils afin de placer les bonnes personnes sur le bon poste au bon moment.	Le réseau regroupe des membres de différents MO généralement issus des secteurs de la gestion de la main-d'œuvre ou de la planification stratégique de la relève
Organisation de la sécurité civile du Québec	Organisation de la sécurité civile du Québec Informer et conseiller le ministre de la Sécurité publique et le gouvernement du Québec en matière de sécurité civile. Orienter les actions des MO en la matière et se prononcer sur les mesures pouvant être prises pour améliorer la gestion des risques. Lors de sinistres d'importance, superviser le déploiement des ressources	Regroupe les coordonnateurs ministériels en sécurité civile des MO
Organisation régionale de la sécurité civile-Nunavik	Organisation de la sécurité civile au Nunavik Assurer la planification gouvernementale en sécurité civile au sein du Nunavik. Elle coordonne également les ressources qui soutiennent les municipalités lors d'un sinistre.	Regroupe des coordonnateurs en affaires autochtones et des coordonnateurs ministériels en sécurité civile des MO.
Comité permanent de la Politique linguistique	Veiller à l'application de la politique linguistique ministérielle et répondre aux questions relatives à l'interprétation des dispositions prévues à cette politique et à la Charte de la langue française.	Le comité est constitué de responsables de l'application de la politique au sein du SMFIA, SGAI, SMP et de la répondante en matière de politique linguistique auprès de l'OQLF.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Table des sous-ministres adjoints en aménagement du territoire Table des sous-ministres adjoints en aménagement du territoire (suite)	Cette table prend les décisions nécessaires pour assurer la réalisation de la Politique nationale d'architecture et d'aménagement des territoires. À cette fin, elle assume les responsabilités suivantes : • Monitorer l'état d'avancement des travaux d'élaboration de la Politique et en informer les autorités ministérielles au besoin; • Prendre les décisions requises pour favoriser l'avancement des travaux; • Approuver les différents documents produits à chacune des étapes de la démarche.	Sous la responsabilité du sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire (MAMH) participent : • Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation • Ministère du Conseil exécutif • Ministère de la Culture et des Communications • Ministère de l'Économie et de l'Innovation • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles • Ministère de la Famille • Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques • Ministère des Finances • Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère de la Sécurité publique • Ministère du Tourisme • Ministère des Transports • Commission de la capitale nationale du Québec • Office des personnes handicapées du Québec • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat du Conseil du trésor • Société d'habitation du Québec • Société du Plan Nord • Société québécoise des infrastructures • Régie du bâtiment du Québec

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Table gouvernementale aux affaires territoriales	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires	Elle est présidée par le sous-ministre adjoint responsable de l'occupation et de la vitalité des territoires au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Elle est composée des personnes suivantes: • Du sous-ministre adjoint ou associé responsable de la Métropole au sein du MAMH; • D'un sous-ministre adjoint ou associé de chaque ministère assujetti à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires ; • D'un dirigeant de chaque organisme du gouvernement assujetti à cette loi.
Comité d'analyse de vérification d'absence d'empêchement	Comité chargé de conseiller la ministre relativement à l'appréciation des empêchements des demandeurs de permis, des administrateurs et des actionnaires des services de garde éducatifs à l'enfance sous permis, de même que des personnes non reconnues (PNR) et des adultes qui habitent là où les services sont offerts, c'est-à-dire les déclarations délivrées par les corps de police au Québec faisant état d'un comportement pouvant raisonnablement faire craindre pour la sécurité physique ou morale des enfants, d'une mise en accusation, d'une condamnation d'une infraction, d'acte criminel ayant un lien avec les aptitudes requises et la conduite nécessaires pour la tenue d'un service de garde.	Composé de membres externes ayant des compétences dans le domaine des empêchements (policier, avocat et représentant de la DPJ).

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Cellule du Centre gouvernemental de cyberdéfense	Le Centre gouvernemental a pour mission de prévenir et de contrer les risques auxquels les organismes publics sont confrontés sur le plan de la cybersécurité. Il assure le rôle d'entité de commandement en la matière et coordonne le Réseau gouvernemental de cyberdéfense qui, en collaboration avec les centres opérationnels, sert l'ensemble des organisations de l'administration publique québécoise.	L'ensemble des organismes publics.
Table de collaboration infonuagique opérationnelle	Partager des expériences et des sujets en infonuagique parmi la communauté gouvernementale.	L'ensemble des ministères et organismes
Comité partenaire – Programme SQIN	Les objectifs du comité sont notamment : • Assurer le lien avec les différents organismes qui utiliseront la solution SQIN • Coordonner et suivre les différentes activités à réaliser par les partenaires	Ministère de la Famille, ministère de la Cybersécurité et du Numérique; Régie de l'assurance maladie du Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Services Québec et Revenu Québec
Communauté de pratique de sondages sur la mobilisation	Le comité a pour objectif de favoriser le partage d'information et la discussion entre les ministères et organismes concernant le déploiement et de la mise-en-œuvre de sondage de mobilisation (par exemple : questions posées aux employés, indicateurs de performance, firmes de sondage, etc.).	Regroupe les conseillers en développement organisationnel coordonnant la mise-en-œuvre de sondages de mobilisation au sein de leur ministère (CGRH)

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Groupe d'échanges sur les processus de sélection - conseillers	Partage de bonnes pratiques et circulation d'information	Regroupe des conseillers en gestion de la main-d'œuvre de différents M/O
Groupe d'échanges sur les processus de sélection - techniciens	Partage de bonnes pratiques et circulation d'information	Regroupe des techniciens en gestion de la main-d'œuvre de différents M/O
Comité directeur Places en CPE	Comité visant à favoriser les interventions intergouvernementales en matière de développement des places	Le comité est composé de représentants du MFA, de la SQI, du SCT et du MCE. Il s'inscrit dans le cadre de l'entente conclue avec la SQI.
Comité sur le projet reconnaissance des compétences d'infirmières et d'infirmiers recrutés à l'international	Comité visant à coordonner le Projet de reconnaissance des compétences d'infirmières et d'infirmiers recruté-e-s à l'international	Le comité est composé de représentants du MFA, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du ministère de la Santé et des Services sociaux, de la Société d'habitation du Québec et du comité patronal de négociation du secteur de la santé, et des services sociaux.
Comité de concertation visant à assurer la pérennité des CPE locataires du Centre de services scolaire de Montréal	Comité visant à assurer la pérennité des centres de la petite enfance (CPE) locataires du Centre de services scolaires de Montréal (CSSDM) qui devront être relocalisés d'ici 2023.	Le comité est composé de représentants du MFA, du ministère de l'Éducation, de la ville de Montréal et du Centre de services scolaire de Montréal.
Comité sur la vigie nationale de l'absentéisme dans les SGEE	La Vigie de l'absentéisme dans les services de garde éducatifs à l'enfance s'inscrit dans une démarche de suivi de la situation épidémiologique dans différents milieux afin d'adapter les interventions de santé publique.	Le comité est composé de membres de l'INSPQ, du MSSS et d'une représentante du MFA.

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-69

Comité	Mandat	Composition
Comité femmes autochtones	Comité aviseur provincial qui unit les organisations autochtones représentants les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuit et des représentants gouvernementaux afin : • de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser; • d'influencer les politiques et actions du gouvernement; • de voir à recommander des actions concrètes.	Le comité est composé d'une représentante du MFA, du SCF, SRPNI, MSP, MES, MSSS, MJQ, MEQ, Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, Femmes autochtones du Québec, Association des femmes inuit du Nunavik – Saturviit, Association des femmes cries d'Eeyou Istchee et de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador.
Comité consultatif – Mesure d'évaluation et d'amélioration de la qualité éducative en installation	S'assurer du respect des objectifs du projet et des orientations du MFA et donner des avis sur des problématiques ponctuelles et liées à la mise en œuvre.	Associations nationales de SGEE (AQCPE, CQSEPE, AGNSI, RGPQ, AGPQ, CGPNSQ (-jusqu'à sept.2022) et UGNSQ (depuis oct.2022), Highscope, MFA, UQAM
Réseau Vert	Élaboration et assurer la mise en œuvre du plan d'action en développement durable du ministère	Officier en développement durable Représentant de chacun des sous-ministériats

Source : Secrétariat général et des affaires institutionnelles

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-70

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Réponse

Le tableau ci-dessous présente les mesures sous la responsabilité du ministère de la Famille.

Les montants dépensés et l'état d'avancement pour les mesures des autres ministères et organismes en 2022-2023 seront connus lors de la reddition de comptes annuelle prévue en mai 2023.

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
1	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	387 400 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Des travaux préparatoires à la mise en place du groupe d'échange de pratiques sur l'intimidation ont été réalisés, tels que : • Identification des contenus probants, des personnes-ressources et des partenaires • Distribution d'un questionnaire auprès d'intervenants et d'intervenantes qui pourraient participer à l'espace de discussion, au clavardage pour déterminer leurs attentes • Compilation des résultats et identification des objectifs à atteindre lors de l'animation de l'espace de discussion du clavardage • Création de l'arborescence du forum • Conception de synopsis pour capsules vidéo • Conception de deux capsules vidéo • Test sur la plateforme gouvernementale de consultation publique • Évaluation des options pour bonifier ou remplacer la plateforme gouvernementale. Le Ministère a tenu trois rencontres du Comité d'experts sur l'intimidation et la cyberintimidation et a finalisé les travaux pour le transfert du contenu Intimidation sur Québec.ca.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2023-2024

Ministère de la Famille
Demande de renseignements généraux

Question : RG-70

#	Mesure	Crédits prévus 2022-2023	Crédits investis 2022-2023 (en date du 28 février 2023)	État d'avancement 2022-2023
2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	148 100 $	148 100 $	L'Enquête auprès de la population québécoise a été lancée à l'automne 2022 et une entente a été signée avec la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador en décembre 2022.
17	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	600 000 $	600 000 $	Élaboration d'un volet adulte pour une campagne de sensibilisation sur la cyberintimidation. Une rediffusion de la campagne adressée aux jeunes de 14 à 24 ans intitulée *La cyberintimidation ça passe pas* est prévue du 3 au 31 mars 2023.
18	Réviser les modalités du programme de soutien financier *Ensemble contre l'intimidation* pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	1 200 000 $	554 509 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Appel de projets lancé en mai 2022, 15 projets retenus.
20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix *Ensemble contre l'intimidation*	57 500 $	54 438 $	Une édition a été tenue le 1er décembre 2022 pour la remise du Prix *Ensemble contre l'intimidation*.
25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	67 000 $	0 $ Tous les crédits affectés à cette mesure seront versés en 2022-2023	Actualisation de contenus de la trousse, notamment les volets touchant les personnes aînées et la cyberintimidation.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Famille
Québec